

Nommer l'ennemi et fixer le but de la guerre



L'islamiste Salah Abdeslam, recherché depuis les attentats du 13 novembre dernier qui se sont traduits par un véritable carnage à Paris, a été arrêté le 18 mars en Belgique, à Molenbeek. Le 22 mars, soit, à peine quatre jours après, Bruxelles est frappée en représailles. A ceux qui n'ont toujours pas compris, ou qui ne veulent toujours pas comprendre l'objectif visé et la détermination de notre ennemi, commun à l'Europe et à tous ceux qui ne sont pas musulmans, il faut préciser que d'autres pays européens sont ciblés dans une planification élaborée depuis plusieurs mois, et que la France sera à nouveau frappée bientôt, probablement en réponse à la remise de Salah Abdeslam aux autorités judiciaires françaises. Car cet ennemi qui nous combat dans cette guerre asymétrique sait manoeuvrer et riposter lorsqu'il est touché. C'est la dure réalité que nos dirigeants, par manque de lucidité et de courage, refusent de voir. Cette réalité est d'autant plus menaçante que l'invasion migratoire que subit depuis de nombreux mois l'Europe, sans que ses dirigeants soient en mesure de réagir par incompetence et manque de vision, constitue la première étape de la guerre que mène l'Islam, à présent ouvertement, contre l'Occident et en particulier contre le continent européen. Car cette invasion migratoire a été planifiée et constitue une attaque

sans précédent des pays européens visant à déstructurer de l'intérieur nos sociétés, sans compter l'infiltration par milliers de djihadistes rejoignant les réseaux et filières déjà présents et prêts à combattre et à mourir en martyrs au nom d'Allah.

M. le Président, il faut nommer précisément l'ennemi, il s'appelle l'islam

Il semble cependant que cet ennemi ne soit toujours pas nommé précisément. En effet, que nous dit le Président de la République ? « Nous devons prendre conscience de l'ampleur et de la gravité de la menace terroriste... La guerre contre le terrorisme doit être menée dans toute l'Europe ». Hormis le fait qu'il énonce une évidence sur la situation et sur la nécessité de réagir – mais cela chacun est capable de l'énoncer – il ne nomme pas l'ennemi. Non, Monsieur le Président, il ne s'agit pas de terrorisme. Vous « confondez » à dessein le moyen et l'ennemi. Le terrorisme n'est que l'instrument qui sert les intérêts de l'auteur qu'il faut nommer. C'est l'Islam qui a déclaré la guerre depuis longtemps d'ailleurs à l'Occident. Ce sont des islamistes qui tuent les citoyens européens. Car l'islamisme c'est l'Islam en action. Pour le formuler autrement, l'islamisme c'est l'intégralité de l'islam. On pourrait affirmer également que l'islamisme n'existerait pas s'il l'islam n'existait pas. Et l'islam conduit naturellement à l'islamisme. Quant à son but de guerre, c'est l'imposition du califat mondial par la violence. Alors, si la guerre doit être menée dans toute l'Europe, quel est notre but de guerre ? Toute opération de guerre nécessite, en effet, de déterminer le but de guerre, c'est à dire le but à atteindre. A-t-il été fixé ? Sans quoi, nous ne sommes pas près de vivre en paix.

Monsieur le Premier ministre, un islam fort en France n'est pas la solution

L'ennemi étant donc ici nommé, on ne peut que s'étonner que le Premier ministre puisse affirmer sans gêne que « lutter contre la radicalisation, c'est promouvoir un islam fort, républicain et professionnel, organisé ». Non, Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas en promouvant et en installant un islam fort dans notre pays que vous lutterez contre la radicalisation. C'est le contraire qu'il convient de faire. Il faut stopper l'islamisation criminelle de notre pays et des pays européens et pour inverser le cours néfaste des choses il faut, dans un premier temps, stopper l'immigration extra-européenne. Et si, selon votre campagne « les actes anti-musulmans, ça commence par des mots, ça finit par des crachats, des coups, du sang », vous semblez ne pas vouloir admettre la réalité, à savoir que les actes musulmans ça commence par Allah Akbar et ça finit par des massacres, de la barbarie et du sang. Car la campagne indigne que vous venez de lancer « Tous unis contre la haine », au-delà d'un racisme anti-blanc scandaleux qu'elle véhicule et de l'insulte qui est faite à la nation, confirme cette volonté d'occulter la vérité. Car qui prêche la haine en France et en Europe ? La réponse cinglante vient de vous être donnée par les islamistes à Bruxelles. Quant à notre ministre de l'Intérieur, pourquoi autant d'obséquiosité à l'égard d'une « religion » qu'il qualifie de belle religion alors que le fait d'évoquer les racines chrétiennes de la France serait faire une relecture historique frelatée qui aurait rendu la France nauséuse ? Par ailleurs, oser affirmer que l'arrestation de Salah Abdeslam a porté un coup sévère à Daesch est une farce qui doit faire rire l'État islamique. Enfin, notre ministre des finances reproche aux autorités belges leur naïveté et leur laxisme qui ont conduit au communautarisme. Mais qu'ont fait nos gouvernants depuis des années dans notre pays si ce n'est la même chose ? Des Molenbeek nous en avons une multitude sur

notre propre sol, au sein des territoires perdus de la République. L'exemple de Saint-Denis, cité royale et nécropole des rois de France fille aînée de l'Église devenue cité de l'islam – conséquence de quarante ans de lâcheté – le démontre amplement.

Alors, devant l'aveuglement et le déni de réalité de nos gouvernants, il devient urgent de leur démontrer pourquoi l'islamisme est bien l'ennemi à abattre, le cancer à éradiquer, et pourquoi l'islam est incompatible avec la démocratie et constitue une menace pour les nations européennes.

Le Coran est incompatible avec nos lois

En effet, en démocratie, ce sont les hommes qui font les lois. En islam, c'est Dieu qui a fait les lois, inscrites définitivement dans le Coran, et il n'est donc pas permis aux hommes de les changer. Et ces lois interdisent la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel ce qui est incompatible avec notre conception du monde. Ensuite, la femme n'est non seulement pas l'égale de l'homme mais – des « savants » et théologiens musulmans viennent de le confirmer – ne peut être considérée au mieux que comme un mammifère, au même titre qu'une chèvre ou un chameau ! Cette conception de la femme est incompatible avec nos convictions. Par ailleurs, la Charia qui représente la loi islamique et qui est donc le bras armé de l'Islam dans sa conquête du monde pour imposer le califat a été jugée incompatible avec la démocratie en 2003 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Il faut donc en tirer les conséquences. Car des millions de musulmans se réfèrent à une constitution politico-religieuse – le Coran – qui leur sert de guide suprême et qui prime sur tout autre livre, constitution, loi ou tradition. Mais alors, ce livre est-il compatible avec la Constitution française, les lois, les traditions, les valeurs, les modes de pensée et la culture qui nous imprègnent ? A l'évidence, non. En effet, une analyse

précise et objective de ce livre montre, non seulement à quel point il est en opposition frontale avec les fondements-mêmes de nos démocraties européennes, mais que nombre de ses versets, en complète opposition avec notre culture, sont – il faut le dire – susceptibles d’actions pénales dans la mesure où ils constituent une évidente provocation à la haine, à la violence, à la discrimination, au racisme, au sexisme, à l’antisémitisme. La lecture attentive du Coran nous révèle donc bien son incompatibilité évidente avec la culture française et européenne. Alors, le chantage à l’islamophobie ne tient pas et doit être rejeté. Il devient urgent que nos élites politiques et notamment nos gouvernants prennent conscience de cette incompatibilité de l’islam avec la démocratie et en tirent les conséquences. Il y va, en effet, de la vie des peuples européens. Car les musulmans connaissent le Coran, le considèrent comme supérieur à tout, et savent que ce livre n’est pas compatible avec la société française ou européenne dans laquelle ils vivent. Mais la quasi-totalité de nos élites politiques n’a jamais ouvert un Coran et prétend, en l’affirmant doctement, que ce livre est en parfaite adéquation avec tout ce qui constitue notre pays aux racines chrétiennes. Un tel aveuglement est coupable et le peuple ne pourra pas accepter encore longtemps de se laisser massacrer et de compter ses morts sans réagir. Car, ne nous voilons pas la face, une guerre civile caractérisée par sa nature ethnoculturelle a commencé.

Une cinquième colonne sur l’ensemble du territoire européen

Devant l’évidence, il n’est plus temps de tergiverser. Un sursaut est obligatoire. Ce sont des actes forts qui sont à présent attendus. Dans cette guerre que nous a déclarée l’Islam, l’ennemi n’est pas seulement à l’extérieur; il est à l’intérieur, et cela concerne l’ensemble de l’Europe. Une cinquième colonne est bien à l’oeuvre sur l’ensemble du territoire européen. Les actions meurtrières planifiées,

coordonnées et exécutées à Paris et à Bruxelles (mais demain à Berlin, à Londres, à Rome, à Madrid, à Copenhague, à Stockholm, à Vienne, de nouveau à Paris) sont le résultat de décennies de laxisme en matière d'acceptation sans contrôle d'une immigration qui véhicule une culture de mort hostile à la nôtre. On ne peut pas envisager le vivre-ensemble avec le diable. La situation est aujourd'hui aggravée par le fait que les flux migratoires massifs et incontrôlés qui déferlent sur l'Europe sont infiltrés par des milliers de djihadistes plus radicaux encore que les nôtres. Enfin, il faut être conscient qu'il existe sur notre sol, entre ces islamistes radicaux « français » ou pas (plusieurs dizaines de milliers d'individus dangereux aujourd'hui, il faut être lucide) et une population d'origine immigrée de confession musulmane respectueuse des lois car intégrée, un cercle intermédiaire composé de centaines de milliers de personnes, plus ou moins acquises aux premiers et prêtes à les aider de différentes façons lorsque le moment se présentera. Elles occupent les territoires perdus de la République vidés de ses autochtones et qui, comme Molenbeek pour la Belgique, n'ont plus rien de commun avec la France ou l'Europe. C'est de cette même aide ou « solidarité » islamique que Salah Abdeslam a bénéficié pendant quatre mois parmi les siens.

L'heure n'est plus à l'Etat d'urgence, mais à l'Etat de siège

Alors certes, il faut développer les moyens de renseignement et la coordination entre pays européens, mais cela ne suffira plus. Si nous sommes en guerre comme l'a affirmé le Président de la République, il faut à présent frapper fort l'ennemi sur notre sol. Et l'état d'urgence n'est plus adapté à une telle situation ; c'est l'état de siège qui doit être décrété conformément à l'article 36 de la Constitution. C'est, en effet, l'équivalent de la bataille d'Alger (1957) qu'il faut aujourd'hui engager sur ces territoires perdus de la République pour neutraliser les islamistes et rétablir l'état

de droit. Par ailleurs, l'ennemi étant nommé il faut élaborer et mettre en oeuvre une nouvelle politique globale visant (ce doit être le but de guerre) à enclencher un processus de « désislamisation » sur le long terme de notre société par l'adoption de mesures spécifiques qui doivent répondre à un principe de précaution (arrêt de l'immigration extra-européenne, suppression du regroupement familial, renvoi de tous les clandestins ou déboutés du droit d'asile, refonte complète de notre politique d'immigration, de notre code de nationalité, suppression de la bi-nationalité avec les extraeuropéens, fermeture définitive des mosquées salafistes, arrêt de la construction de mosquées, fermeture des abattoirs halal pratique immonde incompatible avec notre mode de vie, suppression de l'AME et des pompes sociales aspirantes, expulsion des familles polygames, refondation de l'école et de l'enseignement dispensé qui doit répondre à la transmission de notre héritage historique, spirituel et culturel qui n'a rien à voir avec l'islam...en un mot instaurer/rétablir une préférence nationale et, même, une préférence de civilisation). Il faut, en fait, provoquer, faciliter, inciter par tous les moyens ceux qui ont des difficultés à s'intégrer ou qui refusent nos principes, nos valeurs et nos traditions à quitter la France. Il faut même les pousser à émigrer vers des terres musulmanes pour pratiquer leur islam comme le prescrit d'ailleurs le Coran. C'est à présent une nécessité. Le cardinal de Richelieu affirmait que « la politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire ». Alors, faisons-le pour le salut de notre nation et des peuples européens.

Général Antoine Martinez